

PROTÉGEZ-VOUS, ON VOUS INFORME !

Maroc Hebdo

EDITION N° : 324
Du mercredi 19 janvier 2022

Au Quotidien



P. 02

CAN 2021 : LE MAROC FAIT MATCH
NUL CONTRE LE GABON

**LE PLUS DUR RESTE
À FAIRE**

Avec leur nul face au Gabon, les Lions de l'Atlas finissent leader du groupe C, et devraient affronter probablement le Malawi en huitièmes de finale. Mais le public marocain est loin d'être rassuré, notamment au vu du manque d'efficacité de l'attaque.

COVID-19

LE MOLNUIPIRAVIR INTÈGRE LE PROTOCOLE THÉRAPEUTIQUE

Ce médicament sera uniquement prescrit aux adultes âgés de plus de 18 ans qui présentent au moins un facteur de risque de développer une forme grave après infection.

P. 06

LE GOUVERNEMENT TROUVE UN ACCORD
AVEC LES SYNDICATS DES ENSEIGNANTS

LA CONFIANCE RÉTABLIE

Bien que la crise des enseignants contractuels ne soit pas encore réglée, le dernier accord signé entre le gouvernement et les syndicats des enseignants semble tracer la voie vers une paix sociale globale dans le domaine de l'éducation nationale.

P. 08



Réagissez
À MarocHebdo

[f](#) [t](#) /press.mhi

www.maroc-hebdo.com

CAN 2021

LE MAROC FAIT MATCH NUL CONTRE LE GABON ET TERMINE LEADER DE SON GROUPE

Avec leur nul face au Gabon, les Lions de l'Atlas finissent leader du groupe C, et devraient affronter probablement le Malawi en huitièmes de finale. Mais le public marocain est loin d'être rassuré, notamment au vu du manque d'efficacité de l'attaque.

Le Maroc et le Gabon se sont neutralisés sur le score de 2-2, pour le compte de la troisième et dernière journée du groupe C, en coupe d'Afrique des nations (CAN) au Cameroun. Les Lions de l'Atlas terminent ainsi leaders de leur poule avec 7 points, devant leurs adversaires du soir (5 points) et se qualifient ensemble pour les huitièmes de finale. Privée de son capitaine et leader de défense Romain Saïss, la sélection marocaine a été menée au score à deux reprises, à la 22ème minute puis à la 81ème minute, face à des Gabonais très dangereux en contres. Les buts égalisateurs des Marocains ont été signés Sofiane Boufal sur penalty à la 78ème minute, et Achraf Hakimi sur un sublime coup franc lointain à la 84ème minute.

Malgré l'absence de plusieurs de leurs cadres, notamment Pierre-Emerick Aubameyang et Mario Lemina en attaque, les Gabonais ont eu les meilleures occasions du match, profitant de la très grande fébrilité de la ligne médiane et de la défense marocaines. Fautif sur le premier but après une terrible glissade, et débordé par les contres foudroyants du Gabon, Sofian Chakla a été au cœur des critiques des supporters marocains durant et après la rencontre. Les deux attaquants titulaires, Youssef En-Nesyri et Ayoub El Kaabi ont été également épinglés pour leur maladresse devant le but et leur faible apport dans le jeu marocain. De quoi mettre plus de pression sur le sélectionneur, Vahid Halilhodzic, qui attend le retour de blessure de Ryan Mmaee pour revitaliser l'attaque marocaine, alors

que le public réclame de plus en plus la titularisation de l'ancien ailier du Raja, Soufiane Rahimi.

Critiques des supporters

Quoi qu'il en soit, le difficile nul face au Gabon servira de rappel pour les Lions de l'Atlas, qui doivent remédier à plusieurs lacunes, notamment dans le compartiment offensif, s'ils espèrent aller plus loin que les huitièmes de finale. *"Récemment, nous avons enchaîné plusieurs victoires et, précisément, dans la CAN c'est la première fois qu'on se retrouve menés à deux fois. Cette rencontre contre le Gabon va sûrement nous servir de leçon pour la suite de la compétition"*, a indiqué Halilhodzic, en point de presse après le match. Le sélectionneur national a tenu, par ailleurs, à défendre son défenseur Chakla, soulignant que *"tout le monde peut glisser"*. Quant à Youssef En-Nesyri, il a dit qu'il n'a pas joué depuis 3 ou 4 mois et il faut qu'il retrouve ses qualités physiques et celles du grand attaquant qu'il est. Dans l'autre match du groupe C, les Iles Comores ont réalisé un exploit historique pour leur première participation à la CAN, en battant le Ghana, quadruple champion d'Afrique, sur le score de 3 buts à 2. Les Blacks Stars réalisent ainsi une des pires CAN de leur histoire, en terminant dernier de leur poule avec un seul point ●

Louay KERDOUSS



Boufal et Hakimi, les deux buteurs marocains du match.

LE DIFFICILE NUL FACE AU GABON SERVIRA DE RAPPEL POUR LES LIONS DE L'ATLAS, QUI DOIVENT REMÉDIER À PLUSIEURS LACUNES.

KIDNAPPING À CASABLANCA :

SEPT PERSONNES ARRÊTÉES,
DONT UN POLICIER

Sept individus, dont un policier exerçant à la préfecture de police de Casablanca, ont été arrêtés, mardi 18 janvier 2022, dans la métropole, pour des actes de kidnapping et de séquestration. C'est ce qu'a indiqué la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. Elle y explique que ce réseau dont fait également partie une personne actuellement recherchée au niveau national, a été appréhendé après des informations précises fournies par la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) à la Brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ).

D'après la DGSN, la BNPJ a pu intervenir au moment où les membres de ce réseau tendaient un piège à un individu résidant à Dar Bouazza, qui se livre, de manière illégale, à des opérations de change. Ce dernier voulait fructifier son business via les bitcoins et est tombé dans le piège avant d'être encerclé chez lui, par cinq personnes qui s'étaient présentées comme étant des policiers avant de se livrer à une opération de chantage. Mais c'est en pleine mise en scène que ces malfrats seront arrêtés en flagrant délit par les enquêteurs, qui avaient simulé une perquisition du domicile de la victime. «Une perquisition, menée par les policiers qui ont interpellé les suspects, a permis de saisir plus de 18 millions de dirhams, des téléphones portables, une moto ainsi que quatre voitures qui auraient pu servir à des fins criminelles», souligne la DGSN. Outre ces cinq individus, le frère du policier impliqué et sa fiancée sont actuellement en détention en attendant la suite de l'enquête ●



Nada Nashif, Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'Homme devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU À GENÈVE

LA CRISE DU COVID A FRAGILISÉ LES DROITS HUMAINS DANS LE MONDE

«La pandémie de Covid-19 a fragilisé l'ensemble des droits humains», a déclaré, mardi 18 janvier 2022, la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'Homme, Nada Nashif, devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève, relevant que le nouveau coronavirus a détruit «des vies et des moyens de subsistance, aggravant la pauvreté et les inégalités» dans le monde.

Lors de la 4e réunion intersessionnelle pour la coopération sur les droits de l'Homme et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les services de la Haute-Commissaire, Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili, ont plaidé pour l'adoption de politiques fondées sur les droits humains, afin de se remettre sur la voie de la réalisation de l'Agenda 2030 et parvenir à «un contrat social renouvelé ancré dans les droits de l'Homme, que le Secrétaire général de l'ONU a appelé de ses vœux», rapporte ONU Info.

D'autant plus que la nouvelle année a débuté avec les mêmes immenses défis mondiaux que représentent la lutte contre la pandémie et le redressement après ses conséquences socio-économiques dévastatrices.

Outre l'accès inéquitable aux vaccins, qui illustre une reprise à deux vitesses, certaines parties du monde font face à un surendettement croissant, qui pèse lourdement sur les pays en développement.

Pour se remettre du plus grand revers de développement de l'Histoire, le monde doit donc changer les approches et les modèles économiques. Une stratégie qui a engendré des coûts sociaux insoutenables, déchirant le tissu social des sociétés, alimentant l'instabilité et amplifiant la méfiance envers les institutions. «Nous avons besoin d'une économie qui investisse dans les droits de l'Homme et qui fonctionne pour tous», a insisté Mme Nashif ●

A. A.

LES ETATS-UNIS ET L'ESPAGNE SOUHAITENT UNIR LEURS FORCES POUR TROUVER UNE SOLUTION AU CONFLIT DU SAHARA

UN CONFLIT QUI NE PEUT PLUS DURER

Trouver une solution à un conflit qui doit prendre fin, il ne peut pas durer plus longtemps et pour de nouvelles décennies



José Manuel Albares et Antony Blinken.

Le Secrétaire d'État américain Antony Blinken a reçu, mardi 18 janvier 2022, son homologue espagnol José Manuel Albares pour aborder un certain nombre de questions bilatérales et régionales, dont la question du Sahara. Pour rappel, les deux diplomates se sont déjà rencontrés en octobre à Paris, en marge d'une session de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Les deux diplomates ont eu l'opportunité de discuter des tensions actuelles entre le Maroc et l'Algérie et du dossier du Sahara notamment, à la lumière de la tournée initiée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Staffan de Mistura, auprès des parties au conflit.

M. Albares a déclaré après avoir rencontré son homologue américain, Antony Blinken, que les deux gouvernements ont «convenu d'unir leurs forces» pour trouver «une solution». A l'occasion de cette rencontre, le

“NOUS AVONS CONVENU
D'UNIR NOS FORCES POUR
TROUVER ENFIN UNE
SOLUTION À UN CONFLIT QUI
DOIT PRENDRE FIN, IL NE PEUT
PAS DURER PLUS LONGTEMPS”

diplomate espagnol a rappelé que si Joe Biden n'avait pas révoqué la reconnaissance exprimée par l'administration Donald Trump quant à la souveraineté marocaine, l'Espagne, pour sa part, maintient sa position selon laquelle le conflit doit être résolu par le dialogue entre Rabat et le Front Polisario. «Nous avons convenu d'unir nos forces pour trouver enfin une solution à un conflit qui doit prendre fin, il ne peut pas durer plus longtemps et pour de nouvelles décennies», a déclaré le diplomate espagnol à l'issue de sa rencontre. «Il y a des milliers de personnes qui attendent une solu-

tion», a-t-il insisté. Le ministre a déclaré à la presse qu'il rencontrera ce vendredi à Madrid l'envoyé spécial de l'ONU pour le conflit au Sahara, Staffan de Mistura, après la tournée de ce dernier dans la région.

Défis communs

Les deux diplomates ont évalué le premier tour de l'envoyé de l'ONU, Staffan de Mistura, auprès des parties au conflit, qu'il a entamé jeudi dernier en se rendant au Maroc puis dans les camps de Tindouf puis en Mauritanie et en Algérie. L'agence espagnole de Presse a déclaré que Madrid avait demandé à la précédente administration américaine dirigée par Donald Trump de retirer la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara, et elle s'est opposée à toute approche européenne similaire, néanmoins ce point n'a pas été au menu lors des discussions d'aujourd'hui.

M. Albares a également déclaré que Madrid considérait l'Algérie et le Maroc comme des partenaires essentiels dans la région et ne peut s'immiscer dans les décisions des pays souverains. Cette réunion s'est donc tenue dans le cadre de la main tendue du Roi Felipe VI d'Espagne au Maroc qui a plaidé ce lundi 17 janvier pour la préservation et la consolidation des «*liens d'amitié et de coopération sincères qui lient l'Espagne à ses partenaires maghrébins*».

Le Secrétaire et le ministre ont réaffirmé leur engagement à renforcer la coopération entre les États-Unis et l'Espagne pour relever les défis communs, tels que la promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Amérique latine, le renforcement de la sécurité transatlantique et un large éventail d'autres questions mondiales ●

Seddik MOUAFFAK

ENQUÊTE JUDICIAIRE SUR L'ENTRÉE ILLÉGALE DE BRAHIM GHALI EN ESPAGNE

LE DIRECTEUR ADJOINT DE LA POLICE ESPAGNOLE APPELÉ À TÉMOIGNER

Le juge estime que le témoignage du directeur opérationnel adjoint de la police nationale est approprié pour détailler le degré de connaissance que le gouvernement avait sur les «circonstances subjectives particulières» de l'arrivée de Brahim Ghali en Espagne.



José Angel Gonzalez Jiménez, directeur opérationnel adjoint (DAO) de la police nationale.

Un nouveau rebondissement dans l'enquête judiciaire sur l'entrée illégale et secrète en Espagne de Brahim Ghali en avril 2021. Le président du tribunal d'instruction numéro 7 de Saragosse, Rafael Lasala, a cité à comparaître comme témoin le directeur opérationnel adjoint (DAO) de la police nationale, José Angel Gonzalez Jiménez. Le chef du Groupe d'information générale de la police a, lui aussi, été appelé à comparaître, rapporte le 18 janvier 2022 le média espagnol *El Periódico de Aragón*. Les audiences auront lieu le 7 février, à 11h30 et 12h15, selon l'ordonnance du juge.

Ces témoignages seront entendus à la demande de l'accusation populaire, ajoute-t-on, qui cherche à comprendre si l'arrivée de Brahim Ghali en Espagne pour des soins lui avait été communiquée par le Commissariat

aux renseignements généraux. Le juge estime que le témoignage du directeur opérationnel adjoint de la police nationale est approprié pour détailler le degré de connaissance que le gouvernement avait sur les «*circumstances subjectives particulières*» de l'arrivée de M. Ghali en Espagne, étant donné la «*faible contribution*» des précédents témoins, qui, pour leur majorité, avaient évoqué un devoir de réserve légale.

Manque de transparence

Cette affaire, qui a remis à la surface une crise diplomatique entre le Maroc et l'Espagne, a été marquée par l'ingérence de l'Exécutif espagnol mené par Pedro Sanchez. Mi-octobre 2021, le procureur général de Saragosse, Juan Pablo Fraj, a dénoncé les ingérences du gouvernement Sanchez dans l'enquête judiciaire portant sur la dé-

termination des responsables de l'entrée de manière secrète et illégale (avec une fausse identité) du chef des séparatistes, Brahim Ghali. Il a tenu tête au bureau du procureur de l'État et a contesté ses demandes d'arrêt de l'enquête judiciaire impliquant l'ancienne ministre des Affaires étrangères Arancha Gonzalez Laya et son chef de cabinet, Camilo Villarino.

Le mémoire publié par le procureur Fraj, auquel le quotidien espagnol ABC a eu accès,

MI-OCTOBRE 2021, LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE SARAGOSSE, JUAN PABLO FRAJ, A DÉNONCÉ LES INGÉRENCES DU GOUVERNEMENT SANCHEZ DANS L'ENQUÊTE JUDICIAIRE

rejette intégralement l'appel qui a été présenté ces dernières semaines par Maria del Mar Gonzalez Bella, l'avocate de l'État désignée par le gouvernement pour défendre Mme Laya et M. Villarino. Cette avocate insiste pour torpiller l'enquête judiciaire: elle a demandé au juge, sans succès, de faire tomber la procédure ou, à défaut, d'imposer une caution exorbitante de 150.000 euros. En outre, elle a exhorté à plusieurs reprises à censurer les informations qui sont publiées sur cette affaire qui compromettent pleinement le gouvernement.

Le manque de transparence du gouvernement Sanchez a confirmé son implication directe dans l'organisation de l'entrée de Brahim Ghali en Espagne. Ses tentatives visant à faire tourner la page de cette crise ont été vouées à l'échec jusqu'à présent. C'est ce qui a poussé le Roi Felipe à intervenir personnellement pour la dénouer ●

Marouane KABBAJ

COVID-19

LE MOLNUPIRAVIR INTÈGRE LE PROTOCOLE THÉRAPEUTIQUE

Ce médicament sera uniquement prescrit aux adultes âgés de plus de 18 ans qui présentent au moins un facteur de risque de développer une forme grave après infection.



Khalid Aït Taleb leur recommande d'utiliser une contraception efficace pendant toute la durée du traitement et pendant quatre jours après la dernière dose du médicament. Chez les hommes, il serait mieux d'utiliser une contraception efficace durant trois mois à partir de la dernière prise.

600 DH la boîte

Que faire en cas d'effets secondaires du Molnupiravir? Le patient doit les signaler à son médecin traitant, au pharmacien ou au centre antipoison et de pharmacovigilance, via le numéro vert 0801 000 180. Le ministère souligne par ailleurs que les asymptomatiques ou symptomatique bénins, qui présentent ou non un facteur de risque, sont pris en charge à domicile, avec un suivi régulier de leur état de santé par le centre de

Le médicament anti-covid Molnupiravir intègre le protocole thérapeutique de prise en charge des personnes atteintes du Covid-19. C'est ce qu'a annoncé le ministère de la Santé mardi 18 janvier 2022, à travers une fiche technique qui détaille l'utilisation de cet antiviral fabriqué par le laboratoire américain Merck. Ce médicament sera uniquement prescrit aux adultes âgés de plus de 18 ans qui présentent au moins un facteur de risque de développer une forme grave après infection, comme les pathologies cardio-vasculaires, un diabète non équilibré ou compliqué, des pathologies respiratoires chroniques susceptibles de décompenser lors d'une infection virale, ou un cancer évolutif sous traitement. Ces derniers devront prendre quatre gélules de 200 mg par voie

EN CAS D'EFFETS SECONDAIRES, LE PATIENT DOIT LES SIGNALER À SON MÉDECIN TRAITANT, AU PHARMACIEN OU AU CENTRE ANTIPOISON ET DE PHARMACOVIGILANCE, VIA LE NUMÉRO VERT 0801 000 180.

orale toutes les 12 heures pendant cinq jours. «Le Molnupiravir doit être administré dès que possible, après qu'un diagnostic du Covid-19 ait été posé, et dans les cinq jours qui suivent l'apparition des symptômes», explique le ministère. Toutefois, précise-t-il, aucun ajustement posologique n'est nécessaire chez les personnes atteintes d'insuffisance rénale et les insuffisants hépatiques. Il indique aussi ces gélules sont déconseillées aux femmes enceintes et que l'allaitement est contre-indiqué sur une durée de quatre jours après la prise la première dose. Quant à celles en âge de procréer, le département de

santé le plus proche afin de détecter à temps tout signe d'aggravation ou des effets indésirables.

Pour rappel, le Maroc a déjà reçu une première livraison de 30.000 boîtes de ce médicament fin décembre 2021 et devrait recevoir un deuxième lot fin janvier 2022, d'après la Pr. Bouchra Meddah, directrice du médicament et de la pharmacie au ministère de la Santé, lors d'un entretien avec la chaîne 2M. Elle y déclarait que celles-ci seront dans un premier temps distribué gratuitement aux hôpitaux, avant d'être écoulées dans les pharmacies ●

Elimane SEMBENE

MÉDICAMENTS CONTRE LE COVID-19

AÏT TALEB DÉMENT TOUTE "PÉNURIE"

Le ministre de la Santé, de la Protection sociale et de la Couverture sociale, Khalid Aït Taleb, a rejeté mardi 18 janvier, les "allégations" véhiculées par certains professionnels du secteur pharmaceutique au Maroc concernant la rupture du stock national de médicaments, notamment les médicaments contre le rhume, qui font partie du protocole de traitement de la Covid-19, en particulier la chloroquine, l'érythromycine, le zinc, la vitamine C et la vitamine D, le paracétamol et l'héparine.

Le stock national de médicaments contre le rhume et dans le cadre du protocole de traitement du Covid-19 est "suffisant" pour couvrir et répondre aux besoins des citoyens pendant plus de trois mois, que ce soit dans les hôpitaux ou chez les distributeurs et fabricants, a indiqué le ministre lors de la réunion de la Commission des secteurs sociaux à la Chambre des représentants, consacrée à l'étude du projet de loi n° 98.18 relatif à l'Ordre national des pharmaciens.

M. Aït Taleb a souligné que les profession-

nels qui ont avancé, ces derniers temps, des "allégations" sur une "rupture" du stock national de médicaments contre le rhume et les médicaments entrant dans le cadre du protocole de traitement du Covid-19, sont confrontés à des "problèmes" d'ordre financier et juridique avec les distributeurs qui les empêchent de s'approvisionner en quantités suffisantes pour les commercialiser dans leurs pharmacies.

Le stock national de médicaments au Maroc fait l'objet d'un "contrôle strict et permanent", a assuré le ministre, précisant que le degré de respect du stock de réserve de tous les médicaments essentiels est contrôlé sur une base hebdomadaire par l'Observatoire national du médicament et des produits de santé, de la Direction du médicament et de la pharmacie.

Et de rappeler que depuis la semaine dernière, des équipes d'inspection sont "mobilisées" pour vérifier la disponibilité des médicaments chez les fournisseurs des pharmacies dans diverses régions du Ma-



roc, faisant savoir que selon les rapports hebdomadaires de suivi de terrain, il ressort que les fabricants et les distributeurs ont confirmé "l'absence" d'interruption ou de perturbation de production dans le stock national de médicaments contre le rhume et les médicaments entrant dans le cadre du protocole de traitement du Covid-19, ce qui a été "prouvé" sur le terrain depuis une semaine.

M. Aït Taleb a appelé les pharmaciens à signaler toute pénurie liée à certains médicaments essentiels et à contacter soit leurs distributeurs ou l'Observatoire national du médicament et des produits de santé pour demander des informations depuis la source ●

EXPORTATION

L'ASMEX LANCE UNE NOUVELLE VERSION DE LA PLATEFORME "E-XPORT MOROCCO"



L'Association marocaine des exportateurs (ASMEX) a lancé une nouvelle version de la plateforme «e-xport Morocco», qui propose une nouvelle expérience orientée importateur. Outre son nouveau design moderne et épuré, cette nouvelle interface

offre désormais un accès facile au catalogue des produits et des services exportables et un processus de mise en relation simplifié et 100% digital à travers les demandes de devis en ligne et les demandes de rencontres B2B, indique l'Association dans un communiqué, notant qu'elle est disponible en français et en anglais pour une meilleure visibilité et accessibilité.

Mise en ligne en 2017 à l'initiative de l'ASMEX, la plateforme a été pensée et réalisée comme une véritable vitrine de promotion virtuelle de l'offre exportable nationale. Les exportateurs marocains peuvent y exposer leurs produits et services, recevoir des demandes de devis et de rencontres B2B, communiquer avec les importateurs internationaux à travers la messagerie de la plateforme, relève l'ASMEX ●

LE GOUVERNEMENT TROUVE UN ACCORD AVEC LES SYNDICATS DES ENSEIGNANTS

LA CONFIANCE RÉTABLIE

Bien que la crise des enseignants contractuels ne soit pas encore réglée, le dernier accord signé entre le gouvernement et les syndicats des enseignants semble tracer la voie vers une paix sociale globale dans le domaine de l'éducation nationale.

Les syndicats des enseignants et du personnel éducatif sont globalement sortis satisfaits du dernier round des négociations entamées avec le gouvernement. Ce round, tenu mardi 18 janvier 2022, a en effet abouti à la conclusion d'un accord qualifié d'étape que les cinq syndicats représentatifs des enseignants et le gouvernement. Le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, était présent à la signature de cet accord en présence de son ministre de l'éducation nationale, Chakib Benmoussa. Les représentants des cinq syndicats soulignent en effet qu'il s'agit d'une étape fondamentale à même d'institutionnaliser le dialogue social sectoriel et de l'instituer en unique espace pour aborder tous les points controversés en sus-

Questions en suspens

À cet égard, le secrétaire général de l'Union nationale de l'éducation- Fédération démocratique

semble de questions en suspens.

De son côté, et après avoir souligné l'implication des éducateurs dans la réforme du système d'éducation et de formation, le secrétaire général national de la Fédération nationale de l'éducation, Abdelrazzak Idrissi, a indiqué que le dossier des cadres des académies a été programmé parmi les thèmes qui seront étudiés lors de la réunion du 31 janvier.

Pour sa part, le secrétaire général de l'Union nationale de l'éducation, affilié à la Confédération démocratique du travail, Abdelghani Arraqi, souligne la nécessité d'orienter et de clore le dossier du statut actuel des fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale lors de l'année en cours, «*par souci d'équité envers les employés de l'éducation*».

En outre, le secrétaire général de la Fédération libre d'éducation, affiliée à l'Union générale des travailleurs du Maroc, Youssef Allakouch, a relevé que la réunion a constitué une occasion d'initier

des ateliers liés à la réforme de l'éducation ainsi que de réfléchir à une vision d'avenir pour la pérennisation de cette réforme et le renforcement de la confiance entre les hommes et femmes de l'éducation, d'une part, et le ministère, de l'autre.

L'accord comporte plusieurs mesures se rapportant, notamment, à la révision du statut actuel des fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale et à la création d'un statut motivant et unifié qui englobe l'ensemble des catégories du système éducatif, au règlement de plusieurs dossiers revendicatifs prioritaires, à savoir ceux des cadres de l'administration éducative, des conseillers en orientation et planification pédagogique, des enseignants du primaire et du collégial chargés hors de leur cycle, des cadres d'enseignement titulaires de diplômes supérieurs ou de doctorat.

Il s'agit aussi de la programmation de l'examen des autres dossiers revendicatifs présentés par les 5 syndicats les plus représentatifs et la poursuite du dialogue au sujet du dossier des cadres des Académies régionales de l'éducation et de la formation ●

A. AMOURAG

L'ACCORD COMPORTE PLUSIEURS MESURES SE RAPPORTANT, NOTAMMENT, À LA CRÉATION D'UN STATUT MOTIVANT ET UNIFIÉ QUI ENGLOBE L'ENSEMBLE DES CATÉGORIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF.

du travail, Sadiq Raghawi, a déclaré que l'accord constitue une porte d'entrée pour résoudre un ensemble de dossiers qui étaient considérés comme un dilemme, notant qu'une série de réunions avec le ministre de tutelle a été programmée pour résoudre la suite des dossiers afin d'aboutir à une plate-forme unifiée, juste et équitable pour tous les employés de l'éducation.

Dans le même ordre d'idées, le secrétaire national de la Fédération nationale de l'éducation, affiliée à l'Union marocaine du travail (UMT), Miloud Maasid, a estimé que le consensus entre les deux parties établirait la confiance et réglerait un en-

